

Uzeste musical

« CE N'EST QU'UN COMBAT,
CONTINUONS LE DÉBUT »



Et pour un début, ce fut une grande découverte. J'avais, en tant que militant CGT, entendu plein de trucs sur ce festival, mais rien ne vaut l'immersion.

Alors j'y suis été (comme dirait l'autre).

Au début pour voir, mais très rapidement pour m'y sentir chez moi.

Dans ce lieu de vie, où s'entremêle musique, débats, peinture, réflexions, poésie, cinéma, sculpture, théâtre, avec ces femmes et ces hommes (artistes ou pas d'ailleurs) qui s'interrogent, proposent, espèrent, se confrontent, comment ne pas prendre un grand bol d'oxygène ?

Ce que j'ai aimé ou pas, qui j'ai apprécié ou pas, cela n'a pas tellement d'importance.

L'important, c'est que ça existe, l'important c'est que toutes les diversités vivent. L'important c'est que nous ayons le choix d'entendre, de voir, de faire et de dire. Après ces jours passés, après cette respiration, je suis reparti, inspiré, fatigué mais plus riche et encore plus convaincu de l'action engagée contre cette société de consommation, de pensée unique et cynique.



*Tisser sa vie comme une toile
Enlever du visage ce voile
Coudre les mailles
Pour ne pas laisser passer la grisaille
Arborer un masque
Couler vers la cascade
Dans le flot de la masse
Soumis aux règles
Droites et figées
D'une société
Qui soigne à coup de cachets
Le refus et l'insoumission
En prétextant la paranoïa
La « vraie vie » n'est pas celle
Que l'on doit rêver
Mais celle qui nous est imposée
Par les penseurs financiers.*

Stéphane SEDEAU



ÉDITO

C'est la faute au système financier. Oui, je vous le dis, je vous le répète, c'est la faute au système financier. Et même, je peux vous le confirmer, les responsables on les connaît, ces gredins de la finance sans scrupules ...

Tartuferie, escobarderie, nous assistons de la part des responsables politiques à une véritable duperie. Ce n'est pas dans la recherche de coupables dans les banques et les bourses et en voulant moraliser le système financier que des solutions seront trouvées. Ce qui est en crise c'est le système capitaliste. Ce sont les choix politiques passés et actuels qui sont responsables de la grave situation que nous connaissons.

C'est le libéralisme qui est amoral. Lui qui veut moins « d'État » au nom de la libre entreprise pour permettre à une minorité d'accumuler d'énormes profits et plus d'intervention de l'État pour payer ces pertes. Ce qui est amoral, c'est de demander à l'État de sauver les banques lorsqu'elles font faillite, tout en affirmant que, lorsque la situation sera assainie, il faudra rendre aux banques leurs avoirs parce que l'État n'a pas à gérer celles-ci. La CGT propose une nouvelle régulation du secteur bancaire et financier, la mise en place d'un pôle public de financement.

« Travailler pour vivre en Aquitaine, l'emploi au cœur ».

Il n'y a pas d'autres solutions pour sortir de la crise que de revaloriser le travail et la place qu'il occupe dans le développement économique et social de la société.

Une politique du plein emploi, l'augmentation du SMIC à 1 600 € par mois, la reconnaissance des qualifications, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration des conditions de travail, l'égalité hommes/femmes, combattre toutes formes d'inégalités et de précarité, la reconquête et le développement de services publics... Voilà les vraies solutions pour sortir de la crise.

Ces solutions sont diamétralement à l'opposé des décisions politiques qui sont prises. Les réformes qui se succèdent développent les injustices, les inégalités, la précarité, la pauvreté etc. Ces réformes nourrissent la crise. Mettre

LES NOUVEAUX
PAUVRES

BONJOUR
JE SUIS BANQUIER
POUR RESTER DIGNE,
JE VAIS PASSER
PARTI VOUS



en place le RSA, c'est admettre que les salaires de nombreux salariés sont insuffisants pour vivre. Pourtant, chaque citoyen doit pouvoir vivre décemment, dignement, de son travail.

Revaloriser le travail c'est faire en sorte que la finance n'aille pas vers la rémunération garantie à deux chiffres pour les actionnaires mais vers le développement de l'emploi décent, l'investissement dans l'outil productif, le développement des services publics.

La sortie de crise passe par la réponse aux besoins qu'expriment les salariés. Plus que jamais les luttes sont nécessaires. ■

Bernard Soubagné

→ Sommaire : ÉDITORIAL → p.1 • TRANSPORTS : NE RESTEZ PAS À QUAI → p.2 • SANTÉ : La santé en Aquitaine → p.4 • CAMPAGNE RÉGIONALE DE SYNDICALISATION : C'est de la dynamique → p.5 et 6 • FORMATION PROFESSIONNELLE : Formation professionnelle tout au long de la vie → p.6 • LA POSTE : Contre la privatisation → p.7 • ARTISTE DU MOIS : Stéphane SEDEAU → p.8

NE RESTEZ PAS À QUAI !

Depuis la rentrée et notamment ces dernières semaines, le 4 pages spécial « Transports », élaboré par le Comité Régional et le Secteur Fédéral des Cheminots de Bordeaux, est diffusé à la fois dans les syndicats et auprès des usagers des TER (Trains Express Régionaux).

Cette diffusion est l'occasion de faire connaître les propositions CGT dans les différents territoires mais également de recueillir l'avis des salariés comme des usagers et souvent aussi l'occasion d'engager discussions et débats.

L'intérêt manifeste que l'on perçoit sur cette question, l'expression des besoins et des opinions qui remontent régulièrement, constituent des points forts de cette campagne revendicative.

Ils invitent à poursuivre et à élargir la démarche pour gagner partout la tenue de débats publics, construire propositions et mobilisations afin de peser sur les choix pour le futur dans la région.

L'organisation de ces débats publics qui doit être désormais l'affaire de nos syndicats et des cheminots sur les bassins d'emplois est une nouvelle étape pour faire vivre et appuyer les propositions régionales cohérentes et convergentes que nous voulons mettre en débat lors d'un colloque en décembre.

Ce colloque intersyndical et ouvert aux décideurs, pourra ainsi déterminer, sur la base des attentes des aquitains, le contenu de la prochaine convention TER qu'ils souhaitent voir conclue entre Direction SNCF et Conseil Régional.

Ce que nous sommes jusqu'ici parvenus à travailler sur cette question du transport, a exigé de s'appuyer, en permanence, sur les syndiqués et sur les salariés.

C'est bien cela notre démarche CGT ; une démarche qui vaut dans le prolongement de ce dossier et sur d'autres pour notre campagne « Travailler pour vivre en Aquitaine ».

Jacky VARAILLON

la cgt Aquitaine
INFORMATIONS
SPÉCIAL TRANSPORTS

ÉDITO
NE RESTEZ PAS A QUAI !

Trains au départ

Par un jour ne passe sans que la question des transports ne traverse des discussions passionnées. Prix de l'essence ou du gasoil, bouchons infernaux qui rallongent le trajet domicile travail, enjeux environnementaux, sécurité routière, alimentent des échanges qui traduisent des préoccupations bien réelles.

Très vite surgit la nécessité du développement du transport collectif, de son amélioration et de son développement qui répondrait à un besoin grandissant.

Dans la dernière période, il n'est pas anodin de relever qu'en Aquitaine la fréquentation des Trains Express Régionaux a augmenté constamment. Sa multiplication est prévue avant 10 ans par 2,5. Si des améliorations réelles ne peuvent être niées, beaucoup reste à faire pour relever ce défi en matière de dessertes et de qualité des transports. Se pose également la question de la complémentarité des différents modes de transports, tant pour les voyageurs que pour les marchandises. Parking de délestage, transports de bus en complément, rénovation de voies existantes ; utilisation des lignes de ceinture, et ouverture de nouvelles lignes, tout un programme. Ils sont nombreux, les experts, les politiques qui discutent sur les questions environnementales. Le Grenelle de l'environnement a, dans ce cadre, pointé un certain nombre de problématiques sans forcément y apporter les réponses appropriées. Faire de l'Aquitaine, une région qui se développe harmonieusement, économiquement, socialement, environnementalement, va entraîner des choix politiques tant régionalement que

nationalement qui passent par la conception d'un service public des transports tourné avant tout vers la réponse aux besoins des Aquitains, avant la recherche de rentabilité financière. Le transport des salariés dans ce contexte avec la valorisation du mode ferré, est également un atout non négligeable pour un aménagement du territoire durable et équilibré. Un atout supplémentaire pour un développement économique et social dans notre région. Ces enjeux qui touchent au pouvoir d'achat, aux questions environnementales, à l'emploi, vont nécessiter un large débat pour ensemble déterminer les besoins et porter nos exigences. Plus que jamais la campagne engagée par la CGT dans notre région : « travailler pour vivre en Aquitaine » prend tout son sens parce que chacune et chacun d'entre nous (salariés du privé, du public, retraités ou privés d'emploi) sommes concernés directement, nous allons avoir à construire des solidarités à partir du lieu où l'on vit et où l'on travaille.

Ce document vous invite, en participant aux débats qui vont avoir lieu dans les différentes localités, à intervenir pour exprimer vos besoins sans attendre le résultat final des obscures négociations en cours entre le Conseil Régional Aquitain et de la SNCF.

Faites grandir le point de vue des attentes des salariés pour ne pas rester à quai. ■

Alain DELMAS

Comité Régional CGT Aquitaine - 30 avenue Charles de Gaulle - CS 31 130 - 33073 BORDEAUX Cedex
Responsable de la publication : Alain Delmas • Mensuel • Commission paritaire n° 1112 5 06264 • Imprimerie Graphic Sud à Boé

Aquitaine Informations • Juin 2008 | 1

RÉUNIONS PUBLIQUES

Judi 30 octobre 2008 à 19 h
à MORCENX • Salle Jean Jaurès

Vendredi 4 novembre 2008 à 19 h
à Saint Martin d'Oney
Salle communale – au bourg

LA SANTE EN AQUITAINE

INVITATION À UNE JOURNÉE D'ÉTUDE SUR LES ENJEUX DE LA SANTÉ

Cette journée est ouverte aux syndicats et se tiendra :
Le vendredi 14 novembre 2008, de 9h00 à 17h00 à la Maison de la Promotion Sociale
Avenue Virecourt - 33370 Artigues-Près Bordeaux

Avec la participation de Nadine PRIGENT, Secrétaire de la fédération CGT Santé et action sociale.

Dans cette journée nous aborderons :

LE MATIN

1/ CONTEXTE ACTUEL / Actualité de notre système de santé.

- D'où arrivons-nous ?
- Où en sommes-nous ?
- Quels sont les enjeux ?
- Quelles sont les menaces ?

2/ LES PROJETS EN COURS / Somme de politiques publiques successives.

- Les différents plans successifs, leurs annonces, leurs portées réelles, leurs complémentarités.
- Les 2 projets de loi :
1 – « Hôpital – Patients – Santé et Territoires » ;(support power-point)
2 – «Le redressement de la Sécurité Sociale».
- Le nouveau dispositif en régions, l'ARS, ...

L'APRÈS-MIDI

3/ LE TERRITOIRE AQUITAIN / Notre réalité, nos besoins, nos attentes, nos réactions, ...

Pour mieux appréhender les conséquences de ces attaques au plan de notre région, il nous faut, tout autant qu'au plan national, partir d'un état des lieux au niveau Aquitain :

- Des dispositifs et structures de soin, de protection sociale, de santé publique et d'aide à la personne ;
- Des secteurs impliqués :
1/ santé publique, privée et action sociale ;
2/ différents services publics
3/ les dispositifs de l'Etat (DASS, DRASS, ...)
- 4/ le Conseil Economique et Social.
5/ etc
- Approche de notre démarche

revendicative.

Les questions de santé, si elles préoccupent les salariés des secteurs concernés, elles interpellent aussi l'ensemble des usagers. C'est pourquoi, nous devons collectivement mieux nous approprier les enjeux.

Cette journée d'étude sera suivie de réunions en région pour mettre en œuvre notre démarche revendicative en matière de santé en Aquitaine. ■

Bernard SOUBAIGNE

LES INSCRIPTIONS SONT À ADRESSER À LA RÉGION CGT AQUITAINE AVANT LE 07 NOVEMBRE 2008

- Par courrier : Comité Régional CGT Aquitaine - 30 avenue Charles de Gaulle - CS 31 130 - 33073 BORDEAUX Cedex
- Par mail : secretariat@cgt-aquitaine.com
- Par tel : 05 57 22 74 80
- Par fax : 05-56-02-69-81

Attention le nombre de participants est limité à 70 personnes, pensez à vous inscrire rapidement.

Inscription à la journée d'étude du 14 novembre 2008 LES ENJEUX DE LA SANTÉ

NOM:.....PRENOM:.....

ADRESSE :

TELEPHONE : MAIL :

LIEU DE TRAVAIL :

Participation au repas (rayer la mention inutile) : OUI NON

SYNDICALISATION :

« C'EST DE LA DYNAMIQUE »

12 500 kits ont été commandés par les UD pour inviter les syndiqués à prendre part à cette campagne et son temps fort du 29 septembre au 11 octobre.

Au moment où j'écris ces lignes, des initiatives ont cours dans des secteurs professionnels (EDF, Services publics, construction, aide à la personne, chimie) et dans les bassins d'emploi (Marmande, Agen, Périgueux...). Aux dires des militants qui sont allés à la rencontre des syndiqués, l'accueil est bon et le kit de syndicalisation bienvenu. Certains se sont immédiatement mis en quête d'adhésions et plusieurs sont en cours de réalisation.

C'est encourageant et cela montre que cette démarche est la bonne.

Nous devons, à l'issue de ce temps fort, mesurer sa prise en compte par les syndicats et son impact sur la syndicalisation, mais **Il nous faut également tracer des perspectives dès aujourd'hui** pour les semaines à venir en nous appuyant sur l'actualité sociale, la campagne prud'homale et l'appel au vote massif pour la CGT le 3 décembre 2008.

Nous avons besoin de faire connaître cette campagne de syndicalisation au plus grand nombre. L'affichage dans toute la région nous y aide mais c'est bien à partir des initiatives engagées et d'exemples de ce qui s'est fait dans les entreprises, que nous gagnerons une prise en compte plus large, et par là même, un nombre d'adhésions plus important.

Bien sûr, la communication n'a jamais remplacé le contact avec les salariés et c'est bien pour cela que nous avons créé ce kit, afin que chaque syndiqué puisse s'impliquer dans la syndicalisation en allant à la rencontre d'un collègue

ou d'un proche. Aussi, cela nécessite que nous réunissions ces syndiqués dans les syndicats pour leur expliquer la démarche et les enjeux en les invitant à y jouer un rôle important pour l'ensemble des salariés.

La barre est haute parce que l'enjeu est important. Tous les salariés

ont besoin d'une CGT forte, en capacité d'engager des luttes et des négociations gagnantes, d'une CGT forte par ses adhérents et par sa représentativité aux élections prud'homales. ■

Philippe MEDIAVILLA



Campagne d'affichage dans le Lot-et-Garonne



Campagne d'affichage en Dordogne

CCAS DE LIBOURNE GIRONDE

EXPÉRIENCE CAMPAGNE RÉGIONALE DE SYNDICALISATION

Dans les Collectivités Territoriales, le personnel des CCAS est très difficile à contacter pour des raisons liées à sa dissémination sur le territoire communal, pas de lieu commun d'embauche pour cause de travail à domicile, la plupart du temps un siège administratif séparé de l'administration municipale... Conséquence : l'information Syndicale circule mal, voire pas du tout.

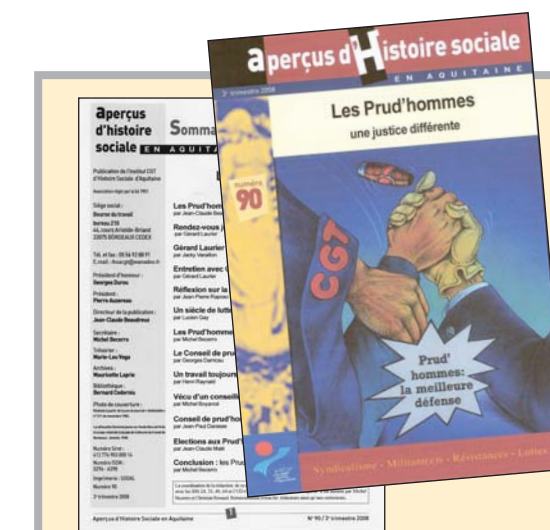
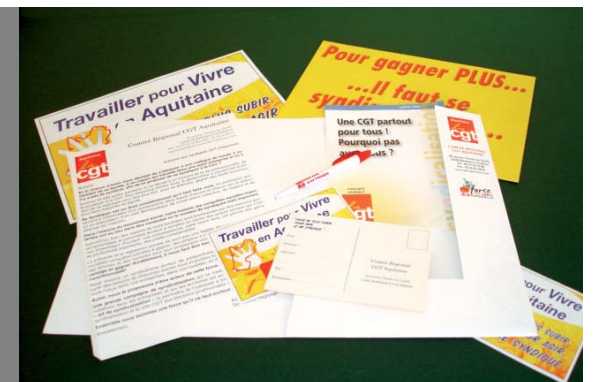
Par contre, quand on met en place un plan de syndicalisation avec un ciblage plus particulier sur les revendications de ses personnels « isolés », le résultat ne se fait pas attendre : syndicalisation de 9 agents, dont 3 seront candidats sur les listes pour les élections professionnelles ; organisation d'un stage d'accueil syndical en partenariat avec la Coordination Syndicale de la Gironde et un travail de fond sur les revendications spécifiques de ses personnels.

Conclusion : même si Le Kit Régional n'a pas répondu à tout, s'en saisir a permis au Syndicat de la ville de Libourne de mettre un pied au CCAS et d'augmenter de 36% son nombre d'adhérents. ■

Jean-Claude BACOT

RAPPEL DU MATERIEL A VOTRE DISPOSITION AU COMITE REGIONAL

- Kit de syndicalisation
- Aquitaine Informations « Spécial Transport »
- Aquitaine Informations « Spécial Ford »
- Livret « Ma formation professionnelle en poche »



CETTE REVUE EST EN COURS DE RÉALISATION

SORTIE DÉBUT NOVEMBRE

Réalisée par un collectif IHSA, IHS 24, 33, 40, 64 et UD 47, cette revue aborde l'histoire de la prud'homie dans chacun des départements. En s'appuyant sur les archives syndicales, elle montre la place prise notamment par les unions locales pour revendiquer les conseils de prud'hommes. Elle met en évidence la part prise par les militants de la CGT dans la défense de l'institution mais aussi leur engagement dans la défense des dossiers des salariés. Elle peut contribuer à sa manière à la campagne électorale pour le vote CGT le 3 décembre prochain. Réservez-la dès à présent.

BON DE RÉSERVATION • Prix de vente à l'unité : 5 € / Prix de vente en nombre : 4 € à partir de 5 numéros commandés

UD/UL/Syndicats/Section syndicales, CE :

Adresse de livraison :

Nombre de revues commandées : x 5 € = €
 x 4 € = €

Règlement joint chèque ordre IHSA CGT

Nom,
signature
et date

FORMATION PROFESIONNELLE

TOUT AU LONG DE LA VIE

STAGE DE FORMATION SYNDICALE LES 3, 4 ET 5 NOVEMBRE 2008

L'accord interprofessionnel et la loi de 2004 ont fait émerger de nouveaux cadres concernant la formation des salariés: le DIF (Droit Individuel à la Formation), le passeport formation, la professionnalisation, le BC (bilan de compétences), la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience), le CIF (Congé Individuel de Formation)

LA FORMATION PROFESSIONNELLE, UN ENJEU POUR L'EMPLOI.

Peut-on espérer un emploi durable sans se remettre en question et se former régulièrement ? Comment faire reconnaître sa formation d'une entreprise à l'autre ? Est-il encore possible de ne compter que sur sa formation initiale pour se maintenir dans un emploi tout au long de sa vie professionnelle ?

Pour la CGT, si les textes sont loin d'être la panacée, ils représentent une avancée qui permet au salarié de mieux maîtriser son parcours professionnel et de s'armer face à l'adversité.

Pour cela, il s'agit d'abord de

connaître ses droits, de ne laisser ni les médias ni le patronat les interpréter à leur manière, mais voir au contraire comment les utiliser au mieux : collectivement et individuellement.

Dans quel cas est-on obligé de se former ? Comment obtenir une formation ? Sur le temps de travail ? Avec quelle rémunération ? Pourquoi se forme-t-on ? Est-ce une demande individuelle ou ne converge-t-elle pas sur des demandes communes à un bon nombre de salariés ? Quelle est la prise en compte de la formation dans l'entreprise ? Quelles revendications envisager à ce sujet ? Qu'entend-t-on par se former tout au long de la

vie professionnelle ? ...

Où en sommes-nous quatre ans après la signature de l'accord (par la CGT) et trois ans après la parution de la loi ?

En tant que militant, quels outils utiliser pour connaître le besoin en formation des salariés ? Quelles sont les nouvelles responsabilités de l'organisation compte tenu de ces changements ? Quelles nouvelles obligations pour les employeurs, quels nouveaux droits pour les salariés ?

Comment agir pour ne pas laisser le patronat en position de force par son interprétation volontairement biaisée de la loi ?

Pour répondre aux besoins des organisations, pour être une aide à la revendication sur la formation et pour donner une vue plus précise du paysage de la formation professionnelle continue, le Comité Régional organise trois journées d'étude, le lundi 3 novembre de 10h 30 à 17h, le mardi 4 novembre de 9h 30 à 17 h et le mercredi 5 novembre 2008 de 9h 30 à 16h, à PERIGUEUX (Lieu précis sera donné plus tard).

INSCRIVEZ VOUS !

En tant que membre d'un CE, membre de la commission formation de CE, militant en proie à des demandes portant sur la formation, sur l'adéquation entre emploi et formation, salarié cherchant à se former ou très sceptique sur l'impact de la formation sur l'emploi, venez nombreux et participez à ces journées.

FICHE D'INSCRIPTION AU STAGE DE FORMATION SYNDICALE des 3, 4 et 5 novembre 2008 • Ouvert à tous à PERIGUEUX

Accueil et présentation des cadres liés à l'ANI (accord interprofessionnel) et à la loi de mai 2004 relative à la formation tout au long de la vie. Les droits et les acquis de la négociation pour la satisfaction des besoins et le développement social, comment acquérir de nouveaux droits ? Quelle démarche, quelle organisation et quelles actions du syndicat pour appropriation individuelle et collective au service et dans l'intérêt des salariés ? Quels besoins de formation et de développement de la qualification dans les entreprises, les branches en Aquitaine ? Comment faire vivre l'accord interprofessionnel dans chaque entreprise ? Une large place sera laissée au débat et aux demandes des participants.

NOM:.....PRENOM:.....
 ADRESSE.....
 TELEPHONE : MAIL : ENPREPRISE:.....
 Je m'inscris pour les journées de formation des 3, 4 et 5 novembre 2008 Je m'inscris pour le repas de midi 3 novembre
 Je m'inscris pour le repas de midi du 4 novembre Je m'inscris pour le repas de midi du 5 novembre
 Je demande une prise en charge des frais globaux du repas du soir, du couchage des 3 et 4 novembre et des petits déjeuners 4 et 5 novembre 2008 (120 euros maximum sur facture)

A retourner par écrit, par fax ou par mail avant le 11 octobre 2008 au Comité Régional CGT Aquitaine, 30 avenue Charles de Gaulle, CS 31 130 - 33 073 Bordeaux Cedex (fax 05 56 02 69 81- mail : guer@cgtaquitaine.com)

CONTRE LA PRIVATISATION DE LA POSTE, POUR UN SERVICE PUBLIC POSTAL MODERNE ET RÉNOVÉ, LE 22 NOVEMBRE : AMPLIFIONS LE MOUVEMENT.

Dans le prolongement de la puissante journée de grève et de manifestations contre la privatisation de La Poste le 23 septembre, les Fédérations CGT, SUD, CFDT, FO et CFTC se sont à nouveau réunies le 6 octobre dernier et ont décidé d'appeler ensemble : postiers, usagers, à une nouvelle journée nationale d'actions unitaires le : Samedi 22 novembre 2008 pour amplifier et élargir la mobilisation.

Oui, il est possible de gagner et de contraindre le gouvernement à renoncer à toute forme de privatisation de La Poste et d'engager un vrai débat public national.

La crise actuelle est bien celle du système capitaliste. Les fondements mêmes sont remis en cause.

Les Etats mobilisent des centaines de milliards d'euros pour éponger les pertes des banques, voire les étatiser. Ils posent par là même la nécessité de réponses nouvelles face à la crise, favorisant une croissance fondée sur le progrès social.

Le gouvernement serait capable de trouver 360 Milliards pour les banques mais pas 3,5 Milliards pour le service public postal ?

Vouloir privatiser le bien commun essentiel qu'est La Poste est un non sens économique et social. Si la banque postale est aujourd'hui épargnée par les ravages de la crise financière, elle le doit à son statut particulier à La Poste. Tout appelle au contraire à améliorer et développer les missions de ser-

vice public de La Poste. Créer les conditions d'un pôle financier public susceptible de protéger l'épargne populaire et d'intervenir efficacement en faveur du développement économique et industriel. ■

LA PRIVATISATION N'EST NI NÉGOCIABLE, NI AMENDABLE, ELLE SE COMBAT.

L'engagement de chacune et de chacun dans la bataille est nécessaire.

Le 22 novembre 2008, TOUS ENSEMBLE contre la privatisation, pour un service public postal moderne et renoué.

COMMUNIQUÉ INDECOSA-CGT

CRISE FINANCIÈRE : LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HYPOTHEQUE LA FRANCE POUR « SAUVER » LES BANQUES !

360 milliards d'euros, c'est le chiffre hallucinant que l'Etat Français s'appête à injecter pour renflouer le système bancaire.

Bien entendu pour rendre la pilule moins amère, on parle de taux de remboursement à l'avantage de l'Etat et de moralisation du marché. Aux Etats-Unis, on a crié au scandale lorsque le plan Paulsen faisait supporter pour chaque américain la somme de 2000 euros.

Que dire du plan Sarkozy qui coûte plus de 5700 euros par habitant. L'enfant qui naît aujourd'hui est déjà endetté ! Sans répondre aux causes de la crise, les moyens mis en œuvre vont accentuer les difficultés des français en terme de logement et d'emploi.

Des consommateurs à qui l'on avait promis des taux d'intérêts garantis doivent renégocier leur prêt immobilier pour plusieurs années supplémentaires avec à la clé une ardoise de plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Nous venons d'assister à l'inauguration grandeur nature de la dépenalisation des affaires. A ce jour, aucune mise en examen direct, aucune condamnation ; bref une amnistie générale bien avant le 14 juillet.

Pour INDECOSA-CGT, l'Etat doit sanctionner les choix hasardeux des organismes financiers et ne pas pénaliser les consommateurs. De même, les pouvoirs publics et les entreprises doivent assumer leurs responsabilités concernant

tous les salariés qui se sont vu imposer des « actions » plutôt que d'avoir des augmentations de salaires.

Pour la révision des prêts immobiliers à taux variable, les banques doivent proposer un taux fixe le plus bas possible sans prolongement de durée. Cette disposition doit faire l'objet d'une loi dans le plus bref délai.

Enfin, plutôt que d'injecter des fonds à l'aveugle, nous demandons la création d'une commission parlementaire indépendante avec la présence des organisations syndicales et des associations de consommateurs, qui examinera chaque demande de recapitalisation.